

Unité départementale de la Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
44200 Nantes

Nantes, le 29/03/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/01/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TITANOBEL

Rue de l'Industrie
BP 15
21270 Pontailler-sur-Saône

Code AIOT : 0006301319

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/01/2024 dans l'établissement TITANOBEL implanté La Torchère 44440 Riaillé. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TITANOBEL
- La Torchère 44440 Riaillé
- Code AIOT : 0006301319
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

L'établissement Titanobel à Riaillé stocke des explosifs et les éléments nécessaires à la fabrication des explosifs sur les lieux de tir.

La visite d'inspection a été réalisée au cours d'un exercice PPI et avait pour objet d'évaluer les différentes phases conduites par l'exploitant pour la gestion d'un enchaînement de situations d'urgence sur son site.

Thèmes de l'inspection :

- Plans d'urgence

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Organisation en gestion de situation d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande d'action corrective	30 jours
2	Premiers réflexes	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 de l'annexe I	Demande d'action corrective	30 jours
3	Respect de la zone coupe-feu autour des dépôts	Arrêté Préfectoral du 14/05/2002, article 5.2	Demande d'action corrective	30 jours
4	Remontée des observations du personnel	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 1 de l'annexe I	Demande d'action corrective	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection s'est déroulée lors d'un exercice pour tester le plan particulier d'intervention sur le site de Titanobel à Riaillé.

L'exercice a consisté à dérouler un scénario d'accident non connu à l'avance afin d'évaluer les actions de l'industriel. Le scénario défini consistait en un début d'incendie sur un camion chargé d'explosifs positionné avant l'entrée du site de stockage des explosifs qui conduisait ensuite à une prise en feu du camion menaçant les explosifs transportés, jusqu'à la matérialisation de l'explosion ainsi que ses conséquences.

2-4) Fiches de constats

N°1 : Organisation en gestion de situation d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, situations d'urgence
Prescription contrôlée : En cohérence avec les procédures du point 2 (Identification et évaluation des risques d'accidents majeurs) et du point 3 (Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation), des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence. Leur articulation avec les plans d'opération interne prévus à l'article L.515-41 du code de

<p>l'environnement est assurée.</p> <p>Ces procédures font l'objet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'une formation spécifique dispensée à l'ensemble du personnel concerné travaillant dans l'établissement, y compris le personnel d'entreprises extérieures appelé à intervenir momentanément dans l'établissement ; - de tests de mise en œuvre sous forme d'exercice, et, si nécessaire, d'aménagements.
<p>Constats :</p> <p>L'exercice, organisé par le SIRACEDPC de la préfecture de la Loire-Atlantique, a consisté à dérouler un scénario d'accident non connu à l'avance afin d'évaluer les actions de l'industriel et des services de secours extérieurs. Le scénario défini consistait en un début d'incendie sur un camion chargé d'explosifs positionné avant l'entrée du site de stockage des explosifs. L'incendie a ensuite conduit à une prise en feu du camion menaçant les explosifs transportés. Une phase ultérieure d'explosion a été simulée pour évaluer les opérations nécessaires.</p> <p>L'exercice avait été construit en tenant compte du retour d'expérience d'un accident survenu le 20 mai 1986 à St-Sylvestre où une situation d'un camion chargé d'explosifs, après un début d'échauffement et d'incendie, a conduit à une explosion de l'ensemble de son chargement.</p> <p>L'exercice s'est tenu en salle et sur plan afin de matérialiser les opérations et le positionnement des différents acteurs.</p> <p>L'objet de ce rapport est d'évaluer les différentes phases conduites par l'exploitant pour la gestion de cet enchaînement de conséquences, en référence à ses documents de gestion des situations d'urgence.</p> <p>Le détail de l'exercice est précisé en annexe confidentielle car il s'agit d'informations sensibles.</p> <p>La chaîne d'appels a été réalisée par les opérateurs de Titanobel présents sur place, à la fois pour prévenir les autorités et pour prévenir la hiérarchie de Titanobel.</p> <p>Un point d'amélioration concerne la transmission écrite des éléments relevés par l'exploitant. Elle n'a pas été réalisée et devrait être prévue spécifiquement, en même temps que la transmission des états des stocks, par exemple.</p> <p>Un second point d'amélioration concerne le déclenchement de la sirène PPI en mode réflexe tel qu'il est prévu dans le PPI, à la suite duquel l'exploitant doit informer la préfecture et demander le déclenchement du PPI.</p> <p>A aucun moment de l'exercice l'exploitant n'a évoqué cette action de déclenchement de la sirène en mode réflexe, alors que la situation d'un camion en feu ne laisse que peu de doutes sur les conséquences possibles.</p> <p>Ce point devrait faire l'objet d'une stratégie prédéfinie par l'exploitant sur les cas où le mode réflexe doit être activé afin d'éviter de laisser la décision à son représentant le jour de l'incident.</p> <p>Un troisième point concerne la mise en cohérence ou la simplification des différentes fiches du POI.</p> <p>Un quatrième point correspond aux opérations de mise en sécurité à prévoir après un accident.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours

N°2 : Premiers réflexes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 de l'annexe I
Thème(s) : Risques accidentels, mise en oeuvre des moyens
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En cohérence avec les procédures du point 2 (Identification et évaluation des risques d'accidents</p>

<p>majeurs) et du point 3 (Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation), des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence. Leur articulation avec les plans d'opération interne prévus à l'article L.515-41 du code de l'environnement est assurée. Ces procédures font l'objet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'une formation spécifique dispensée à l'ensemble du personnel concerné travaillant dans l'établissement, y compris le personnel d'entreprises extérieures appelé à intervenir momentanément dans l'établissement ; - de tests de mise en œuvre sous forme d'exercice, et, si nécessaire, d'aménagements.
<p>Constats :</p> <p>Ce point correspond au suivi d'un constat (point de contrôle n°1) lors de la visite d'inspection du 26/10/2023 pour laquelle les éléments de réponse apportés par l'exploitant dans son courrier du 28 novembre 2023, ne sont pas complets.</p> <p>L'exploitant n'apporte pas de réponse aux constats relatifs à la formation à la manipulation de l'extincteur poudre ABC de 50 kg, au premier appel prévu au 18, à l'utilisation de documents à jour et au renseignement des informations sur les documents pour permettre une information complète et homogène aux différents interlocuteurs. Ce dernier point est d'ailleurs à nouveau relevé dans le point n°1 de ce rapport.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 30 jours</p>

N°3 : Respect de la zone coupe-feu autour des dépôts

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/05/2002, article 5.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, débroussaillage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le sol est débarrassé de toutes herbes sèches et débroussaillé régulièrement</p> <p>Étude de dangers, mesure de maîtrise du risque n°7 : respect de la zone coupe-feu autour du dépôt (débroussaillage)</p>
<p>Constats :</p> <p>Ce point fait suite à la réponse de l'exploitant suite à la visite d'inspection du 26/10/2023 (point de contrôle n°7) concernant le plan prévisionnel d'entretien de la végétation sur le site. L'exploitant avait transmis le relevé des opérations de débroussaillage et d'entretien sur les espaces verts effectuées sur le site. L'exploitant répond que pour le programme de maintenance préventive sur le sujet, il est prévu "en fonction des besoins" et a minima semestriel. Aucune réponse n'est faite sur les anticipations en cas de période de sécheresse annoncée qui augmenterait considérablement le risque de départ de feu en cas d'entretien. L'exploitant devrait a minima prévoir ce point dans son programme d'entretien.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 30 jours</p>

N°4 : Remontée des observations du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 1 de l'annexe I
Thème(s) : Risques accidentels, amélioration continue
Prescription contrôlée : Les fonctions des personnels associés à la prévention et au traitement des accidents majeurs, à tous les niveaux de l'organisation, sont décrites, ainsi que les mesures prises pour sensibiliser à la démarche de progrès continu.
Constats : Ce point fait suite à la réponse de l'exploitant suite à la visite d'inspection du 26/10/2023 (point de contrôle n°8) concernant la remontée des observations du personnel : l'exploitant indique qu'un point sur ce sujet a fait partie d'une réunion mensuelle avec les responsables, mais la présentation concernant ce point n'a pas été transmise avec la réponse.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours